



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

25/11/2023

Comité National du 25 novembre 2023

Le rapport aborde 4 grandes questions :

- 1- la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien*
- 2- En France la situation économique et sociale*
- 3- Les élections européennes*
- 4- Impérialisme : l'initiative Nationale*

La guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien

Je commencerai ce rapport par la guerre que mène Israël contre le peuple Palestinien et je rappellerai la déclaration du Parti Révolutionnaire Communistes, après l'action militaire de la Résistance Palestinienne du 7 octobre en réponse aux attaques des forces israéliennes et des colons contre le peuple palestinien, nous l'avons qualifié de « *droit légitime à la lutte contre l'oppression* », en posant deux questions fondamentales : « *Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?* », « *Qui est responsable ?* ».

Ces questions sont balayées par les pays impérialistes, les politiciens et les *média* qui condamnent d'une seule voix « *l'action terroriste du Hamas* », et qui soutiennent Israël jusque dans les déclarations abjectes du ministre de la défense israélien, Yoav Gallant :

« *Nous imposons un siège total contre la ville de Gaza. Il n'y a pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons les animaux humains et agissons en conséquence* », expression qui suinte le fascisme, qui dénie la qualité d'Homme à ceux qu'il désigne pour les rejeter dans la partie des animaux qu'il faut éliminer physiquement ce n'est rien d'autre qu'un appel à l'extermination de Palestiniens, à commettre des crimes de guerre !

En France, Macron, son gouvernement, la majorité des partis politiques, les *média* répètent régulièrement à chaque intervention « *reconnaître de manière complète le droit et même l'obligation d'Israël de se défendre* ». C'est donner à Israël le permis de tuer, de commettre des massacres, de semer la destruction dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. C'est se rendre complice du génocide en cours, de l'expulsion du peuple palestinien de son propre pays. Il faudra qu'ils rendent des comptes.

Nous sommes en face d'un État qui massacre systématiquement un peuple dans le silence des gouvernements, des politiciens qui cautionnent le génocide palestinien¹.

Au 46^{ème} jour de la guerre, Israël a tué plus de 14.128 Palestiniens dont 3.920 femmes et plus de 5.840 enfants, cela représente 126 enfants par jour, 1 enfant est tué toutes les 10 minutes. Ce chiffre ne tient pas compte des morts ensevelis sous les décombres, ni des corps qui jonchent les rues qu'il est impossible de recenser, l'armée israélienne vise les ambulances et les soignants qui tentent de les approcher.

Tsahal annonce tous les matins avoir intensifié les bombardements dans la nuit, la zone sud de la bande de Gaza n'est pas épargnée. Gaza n'est plus qu'un champ de ruines « *Le mépris pour la protection des infrastructures civiles, y compris les installations de l'ONU, les hôpitaux, les écoles, les abris et les lieux de culte, témoigne du niveau d'horreur que vivent chaque jour les civils à Gaza* », (déclaration de Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine UNRWA). Amnesty

¹. Cf hebdo 845, *Silence ! Israël tue !*

International et Human Rights Watch, accusent depuis le début de la guerre l'armée israélienne d'attaquer avec du phosphore blanc, une arme incendiaire dont l'usage est illégal dans des zones peuplées de civils. La famine est utilisée comme une arme de guerre, La malnutrition menace la vie des plus jeunes et des plus fragiles déjà éprouvés par les horreurs de la guerre.

Depuis la Nakba¹ **plus de 100.000 Palestiniens ont été tués en résistant à l'occupation israélienne.**

En 17 ans Gaza a subi 6 guerres : 2006 « *opération pluie d'été* » 400 tués, décembre 2008-janvier 2009, « *opération plomb durci* » 1600 morts, 2012 « *opération Colonne de nuée* » ou « *Colonne de nuages* » 117 tués, juillet-août 2014 « *opération Bordure protectrice* » 2100 tués, en 2021 300 tués.

Les agressions et exactions de l'armée israélienne et des colons contre les habitants de Cisjordanie sont quotidiennes, depuis le début de l'année elles ont causé la mort de 237 personnes dont 50 mineurs.

L'État colonialiste détient aujourd'hui plus de 1.000 personnes sans jugement ni accès au dossier.

Suivant les termes du partage adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 1947, l'État Israélien devait disposer d'un peu moins de 15.000 km² et l'État palestinien d'environ 11.500 km². Aujourd'hui, l'État d'Israël possède à lui seul, territoires occupés inclus, une superficie de 27.799 km². La Palestine, qui n'est toujours pas devenue officiellement État, ne dispose que d'un peu moins de 6.400 km², soit pratiquement la moitié de la superficie que prévoyait le plan de partage de 1947, territoire par ailleurs éparpillé en minuscules parcelles².

2,3 millions de Palestiniens sont concentrés dans la bande de Gaza, territoire 360 km², 40 km de long sur 5 de large à son maximum. Israël impose un régime d'oppression et de domination aux Palestiniens au profit de la population juive israélienne, expulse les Palestiniens de leurs maisons pour les attribuer à des Israéliens.

L'occupation a appauvri le peuple palestinien, sapé sa capacité à accéder à ses ressources et à les utiliser, lui a refusé le droit de se déplacer sur son territoire, pour entrer et sortir de la bande de Gaza ils ont besoin de permis en passant par deux points de passage terrestres contrôlés par Israël, ce qui fait que la plupart d'entre eux sont pratiquement « *enfermés* ». Les restrictions imposées à la circulation des personnes et des biens, la destruction des moyens de production lors des fréquentes opérations militaires et l'interdiction d'importer des technologies et des éléments entrant dans un processus de production essentiels ont vidé l'économie de Gaza de sa substance³. Les Palestiniens privés des droits humains les plus fondamentaux sont parqués comme du bétail, depuis le 7 octobre la bande de Gaza de prison à ciel ouvert a été transformée en "un charnier".

Les États Unis et ses alliés, sous prétexte de défendre la démocratie contre le « *terrorisme* », de défendre le droit à l'existence d'Israël, défendent en réalité l'ordre capitaliste au Moyen Orient, Israël étant leur allié le plus fiable dans cette partie du monde.

Les changements géostratégiques qui accompagnent le développement des puissances émergentes menacent les espaces qu'ils dominaient, la violence, la guerre est un moyen pour maintenir, récupérer les marchés, les voies de transports, les richesses du sous-sol. Israël est « *le fer de lance* » de l'impérialisme États-unien et de ses alliés qui lui permet de dominer cette région importante tant stratégiquement qu'économiquement.

Lorsque la sécurité des exploitations pétrolières est devenue cruciale, les régimes arabes instables, et que l'armée d'Israël se révélait apte à faire planer sa menace sur tout le Moyen Orient, le soutien sans faille à Israël, quoi que fasse son gouvernement, devint une constante de la politique des pays impérialistes occidentaux, le déferlement pro-israélien actuel en est une démonstration.

Cyniquement, pendant qu'Israël poursuit sa guerre génocidaire contre les Palestiniens, l'Europe et les États-Unis négocient en coulisses avec le gouvernement fasciste de Netanyahu. L'Europe pour diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz naturel négocie avec le gouvernement de Netanyahu, pour réaliser un investissement sans précédent dans l'exploitation du gaz naturel de Gaza.

Deux gisements, découverts au large des côtes de Gaza dans les années 90 qui contiendraient 50 milliards de m³

¹. Hebdo n° 820 Palestine : Le projet colonial sioniste, une vieille histoire! n°828 À Jénine, Israël dévoile la prochaine étape de l'apartheid : l'enfermement des palestiniens dans des ghettos à l'image de Gaza, n° 842, Pour une Palestine libérée de l'oppression de l'État colonisateur sioniste et de l'apartheid.

². Cf carte dans l'hebdo n° 846 Palestine Lettre de démission de Craig Mokhiber du Haut Commissariat aux droits humains de l'ONU

³. Rapport 2022 de l'agence de l'ONU chargée du commerce et du développement sur les territoires occupés palestiniens.

n'ont jamais été exploités par les Palestiniens à cause du blocus imposé par Israël. Le 29 octobre, le ministre israélien de l'énergie a accordé des licences d'exploitation des gisements de gaz palestinien à six sociétés, dont l'italien Eni, le britannique BP ou l'azéri Socar. Quelques mois plus tôt, Netanyahu avait assuré qu'il fallait accélérer les exportations vers l'Europe pour mettre fin à la dépendance énergétique à la Russie. Qui contrôle le gaz, contrôle Gaza. Qui annexe Gaza, s'approprie son gaz.

Un soutien sans faille et juteux qui s'accompagne de vente d'armes par la France et les USA

Biden a obtenu du Congrès des ventes d'armes supplémentaires à Israël, d'un montant de 14,3 milliards de dollars, qui s'ajoutent aux 3,8 milliards de dollars d'aide militaire annuelle que les États-Unis lui fournissent déjà.

La France est sur le podium des pays vendant le plus d'armes au monde. À la deuxième place du marché planétaire des ventes d'armement, ce qui représente 8% de toutes les exportations de missiles, avions de chasse et navires de guerre. Quasiment un engin de mort sur dix dans le monde est “*made in France*”. La crise est partout, les profits des marchands de canons explosent.

Depuis 10 ans la France a vendu pour 200 millions d'euros d'armes à Israël. Depuis l'élection de Macron en 2017, 111 millions d'euros d'armes ont été exportées vers le pays qui bombarde aujourd'hui Gaza¹. La France est le premier fournisseur européen d'armements à l'État d'Israël.

Plus globalement, le commerce entre ces deux pays est florissant. Tous produits confondus, les exportations françaises à destination d'Israël sont passées de 1.386 millions d'euros en 2020 à 2.131 millions en 2022 – soit une augmentation de 53%.

¹. Chiffres officiels du dernier rapport du ministère des Armées sur les exportations d'armement de la France.

Une montée en puissance de la solidarité des peuples avec la Palestine.

En Europe et dans le monde, plusieurs organisations syndicales et politiques, ont fait part de leur solidarité active aux palestiniens. Le Sinn Féin, en Irlande, a accueilli l'ambassadrice de Palestine aux cris de « *Nous sommes tous des Palestiniens !* ». Des blocages et des manifestations ont eu lieu sur les ports de Tacoma aux États-Unis, à Melbourne, en Australie, à Toronto au Canada. A Barcelone, le syndicat majoritaire des dockers a décidé de refuser de charger ou de décharger tout matériel militaire en lien avec les bombardements à Gaza. Un mot d'ordre commun a émergé et grandi : « *Ceux qui font la guerre au peuple palestinien ne doivent pas être laissés tranquilles* ».

Les députés sud-africains ont voté une motion visant à fermer l'ambassade d'Israël dans la capitale Pretoria, et à suspendre les relations diplomatiques avec Tel-Aviv. L'ambassade restera fermée jusqu'à ce qu'Israël accepte un cessez-le-feu. Plusieurs pays font pression dans ce sens.

En France, La répression contre le soutien à Israël est toujours de vigueur, mais le gouvernement a été contraint de laisser les manifestations de soutien au peuple palestinien se tenir, fortement encadrées par les forces de police répressives.

Le mouvement ouvrier et syndical doit renouer avec la tradition anticoloniale et anti-impérialiste

La lutte des Palestiniens contre les crimes coloniaux d'Israël, n'est pas différente de celles que menèrent les travailleurs d'Algérie, du Maroc, du Viêt-Nam ou encore du Cambodge contre l'impérialisme français. Aujourd'hui, il faut lier la défense des intérêts du monde du travail et des opprimés en France et à l'international.

Israël a été contraint de négocier, une trêve de quelques jours vient d'être annoncée par le gouvernement israélien et les organisations armées palestiniennes, le gouvernement israélien a dû céder aux pressions. Ce sont les pressions internationales, les manifestations, les blocages des ports, etc. qui l'ont fait reculer.

Mais sur le fond la question reste entière. Netanyahu a redit qu'une trêve n'était pas la fin de la guerre et qu'elle reprendra avec plus de force. Nous réaffirmons notre soutien sans faille à la lutte des Palestiniens nous exigeons que le régime d'apartheid et que la colonisation cesse, nous exigeons pour le peuple palestinien le droit de vivre libre et indépendant, le droit à un État ainsi que le droit au retour pour ceux qui ont été exilés.

En France la situation économique et sociale En France

Les attaques contre les travailleurs, contre les plus précarisés franchissent un nouveau cap.

Tous les gouvernements ont contribué à adapter la société française aux exigences du capital : exploiter toujours plus les salariés, multiplier les réformes pour liquider les conquêtes sociales, privatiser les services publics, fait baisser le prix de la force de travail et augmenter sans fin les profits capitalistes.

Macron veut terminer le travail de ses prédécesseurs, et détruire totalement le modèle social français pour le remplacer par un modèle économique encore plus au service du capital, fondé sur l'exploitation du travail au profit d'une minorité de possédants.

Le ministre de l'économie et des finances a été très clair « *il ne faut pas lâcher le levier des transformations économiques, sociales et financières, transformer notre modèle social, transformer notre économie pour atteindre le plein emploi, pour réindustrialiser le pays, et pour que chacun vive bien de son travail... aller encore plus loin dans la remise à plat du modèle social pour qu'il soit moins attractif pour ceux qui ne travaillent pas* ».

Résultat de cette politique : les chiffres de la pauvreté sont dans le rouge, les inégalités se creusent, le chômage augmente. Pour les membres du gouvernement le seul responsable « *notre modèle social* »

Chômage

Selon l'INSEE, le taux de chômage repart à la hausse au 3^e trimestre 2023, pour atteindre 7,4 %, le nombre de chômeurs, au sens du Bureau International du Travail (BIT), a progressé de 64.000 et touche 2,3 millions de personnes. L'augmentation du chômage touche particulièrement les jeunes, 17,6% pour les 15-24 ans !

Le nombre de chômeurs en France est sous-évalué, en raison du mode de calcul, qui exclut notamment les personnes radiées par Pôle Emploi. Pour le journal *Le Monde*, la forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi enregistrée pour la fin de l'année 2022 résidait « *dans le nombre exceptionnellement élevé de radiations administratives enregistrées par Pôle emploi* », avec 58.100 personnes supprimées des listes.

Dussopt et Le Maire se veulent rassurant, « *c'est conjoncturel* ». Dussopt n'est pas surpris de la hausse du chômage : « *On pouvait s'y attendre compte tenu du ralentissement de l'économie Mondiale en lien avec le resserrement de l'économie mondiale en lien avec les tensions géopolitiques* », quant à Le Maire, il a salué une économie française qui se tient, au 3^{ème} trimestre les objectifs de croissance sont maintenus, et il a estimé que l'inflation devrait permettre d'atteindre les objectifs fixés pour 2024.

Ce n'est pas l'avis de Mathieu Plane, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), pour qui on est bien « *dans une phase de début d'inversion de la courbe du chômage dans le mauvais sens* ». L'OFCE prévoit une hausse du chômage, sur fond de croissance « *poussive* » et de « *hausse de coûts de production* » et un PIB en baisse au premier trimestre 2024.

Fin octobre la Banque de France, a indiqué que le nombre de défaillances d'entreprises cumulé sur les douze derniers mois concernait 52.695 entreprises. Les plans de licenciement et de fermeture d'entreprises se multiplient Alston, Nokia, Labeyrie, Renault, dans la pétrochimie¹.

Chômage, inflation touchent de plein fouet les plus précaires et les précipitent dans la pauvreté

Quoiqu'en dise B. Le Maire, qui annonce à chacune de ses interventions « *que la crise inflationniste est derrière nous* », la France est un des pays européens où les prix ont le plus augmenté depuis janvier 2022. La France arrive en tête avec une inflation alimentaire cumulée de 17,9%, entre janvier 2022 et août 2023. Elle est suivie par l'Espagne, (17,2%), le Royaume-Uni (16,7%), l'Italie (16,4%), l'Allemagne (15,5%), la Belgique (14,9%) et le Portugal (12,4%).

Selon une étude de la Banque de France, l'inflation est la préoccupation numéro 1 des français, les économistes et banquiers centraux s'accordent sur une inflation qui reflue, les consommateurs n'ont pas le même ressenti, puisque les prix ont augmenté de 21 % en deux ans. L'Insee estime la hausse des prix à la consommation sur un an à 4 % fin octobre contre 6,2 % en octobre 2022. Toutefois, l'inflation des denrées alimentaires reste élevée, l'écart entre le taux d'inflation global et celui des denrées alimentaires n'a jamais été aussi important qu'au cours des 12 derniers mois. Les consommateurs continuent à se débattre avec le coût de la vie, qui exerce une pression énorme sur de plus en

¹. Cf Hebdo, *Résumé économique et social*

plus de personnes. Dans un contexte d'inflation la pauvreté explose.

En France il y a 11 millions de personnes pauvres, 17% de la population vit sous le seuil de pauvreté monétaire, la moitié vivent avec moins 855 € par mois. Officiellement le taux de pauvreté est de 14,6%, alors que les personnes pauvres représentent en réalité au moins 17% de la population. En 2017, l'Union européenne a défini un indicateur de privation matérielle et sociale qui recouvre la précarité énergétique, la précarité alimentaire (ne pas pouvoir se nourrir correctement). En France métropolitaine, 21% de la population sont en situation de pauvreté monétaire ou de privation matérielle et sociale, soit plus d'une personne sur cinq ! Plus de 2.800 enfants sont à la rue à l'automne 2023.

2 millions de personnes qui travaillent sont pauvres en France, soit 8% des travailleurs et travailleuses.

Les associations d'aide alimentaire font état d'un accroissement continu des demandes ils n'ont d'autre choix, que de réduire les quantités d'aide alimentaire distribuées à chacun et le nombre total des bénéficiaires, environ 150.000 personnes devraient être refusées en raison de difficultés financières.

Le système capitaliste nourrit les inégalités et le cycle de la pauvreté. La baisse du prix de la force du travail, la casse du code du travail, l'uberisation de l'emploi conduisent à une plus forte précarité.

En parallèle, les politiques fiscales décidées au cours des 40 dernières années, ont construit une économie au service des 1% les plus riches. En France, la suppression de l'ISF coûte chaque années 3,2 milliards d'euros.

La politique du gouvernement va de pair avec une terrible aggravation des inégalités. La pauvreté explose tout comme la fortune d'une toute petite minorité qui possède le pouvoir économique et continue de faire des profits records, vivent dans l'opulence, dilapident des milliards. Les dividendes, en France, ont augmenté de 13 % par rapport à 2022, et leur part représente près d'un tiers du total de ceux versés en Europe (30%).

Alors que le chômage augmente, les directions syndicales de la CFDT, de la CFTC et FO ont signé avec le MEDEF un accord qui prévoit plus de 2,2 milliards « d'économie » et qui supprime cinq à six journées d'indemnités chômage pour des millions de chômeurs.

C'est une illustration des compromis obtenus par les syndicats réformistes qui pratiquent le dialogue social.

Il faut mener la lutte, c'est capital, il faut, là où ça existe, rompre avec le « dialogue social » qui ne fait que ralentir ou remplacer la lutte indispensable.

La seule voie possible c'est celle de la lutte de classe en mettant sur pied un véritable plan de bataille interprofessionnel enraciné dans les luttes d'entreprises, portant les revendications du retrait des réformes des retraites, du RSA, pour l'augmentation des salaires, des retraites et des pensions pour tous et qui attaquera frontalement le capital.

C'est en mettant en cause le système capitaliste lui-même que ces luttes prendront une dimension révolutionnaire.

La conscience révolutionnaire ne s'acquiert pas spontanément. La lutte revendicative et sociale, aussi importante soit-elle, ne conduit pas automatiquement à l'idée qu'il faut en finir avec le capitalisme. Notre action c'est d'analyser et d'expliquer chaque situation, chaque événement d'un point de vue de classe et de mener la bataille politique avec la classe ouvrière

Les élections européennes 2024

Les élections auront lieu le 9 juin 2024, en France pour participer aux élections il faut présenter une liste de 81 candidats. Les statuts précisent que les élections sont un moment politique important et chaque fois que nous le pouvons, nous présentons des candidats. Nous avons participé à toutes les élections européennes depuis la création de notre parti, ces élections nous donneront la possibilité d'avoir des interventions dans les *média*, nous proposons donc de déposer une liste. Pour établir une liste de 81 candidats nous devons dès maintenant nous atteler à sa constitution.

Notre parti assure sa propagande à tous les échelons, édite des tracts, des affiches, organise des rencontres, il faut se donner les moyens financiers de participer à cette bataille. Notre trésorière fera le point de la situation financière du parti.

Initiative Nationale

Lors du congrès nous avons décidé d'organiser une initiative nationale sur « *l'impérialisme* », elle **se tiendra le samedi 23 mars 2024 à Paris au Maltais rouge et sera précédée par** des débats au niveau régional, le 5 janvier en Loire atlantique, et le 20 janvier à Paris.

Le texte préparatoire a été envoyé aux membres du comité national, nous en discuterons aujourd'hui.

Lors du congrès il a été rappelé que « *le bureau national et le comité national sont les organes de direction du parti. À ce titre, il leur revient de prendre les décisions d'organisation du parti* ». Ainsi, *une partie des discussions de ce CN sera consacrée au travail et à l'organisation du parti, ce sera l'occasion d'échanger sur les activités du parti, de prendre les décisions pour maintenir les contacts avec les camarades isolés et d'organiser des rencontres avec eux.* Voici les éléments qui sont soumis à la discussion de ce Comité National.